

Qu'est-ce que peut être un urbanisme de la distanciation sociale ? le projet urbain et la ville durable sont-ils morts à Bergame le 8 mars 2020 ?

A cours des trente dernières années, l'urbanisme s'était installé dans un réel confort que lui procurait la doctrine du « projet urbain » (nous reviendrons sur définition de celui-ci). A ce confort intellectuel s'était adjoint depuis une quinzaine d'années le conformisme moral de « la ville durable ». Or, en dix-huit mois ces bases doctrinales ont été fortement ébranlées, alors qu'elles semblaient inébranlables puisqu'adossées, tant au bon sens du moment, qu'à la conception dominante des impératifs de l'avenir. La crise sociale des « gilets jaunes », dans un premier temps, la crise sanitaire de la COVID-19 ensuite, ont réfuté de manière pragmatique d'abord, de manière paradigmatique ensuite, les axiomes et les postulats sur lesquels reposait le corpus doctrinal du « projet urbain » devant régir la fabrication de « la ville durable ».

De l'âge quantitatif à l'ère qualitative

Pour examiner plus en détail la déstabilisation du modèle urbain en vigueur il y a encore quelques semaines et la réfutation des paradigmes sociaux, culturels, économiques qui le sous-tendaient, revenons dans un premier temps à ce qui caractérisait et motivait la doctrine du « projet urbain ».

La généalogie de ce dernier remonte à l'effondrement (au sens propre comme au sens figuré) de la doctrine fonctionnaliste. On le sait grâce au pamphlet de Peter Blake, « L'architecture (et l'urbanisme) moderne est morte à Saint-Louis, Missouri, le 15 juillet 1972, à 15h32, ou à peu près ». Ce jour là, à cette heure là, le quartier moderniste de Pruitt-Igoe, qui avait été conçu en 1950 par l'architecte Minoru Yamasaki, qui avait également réalisé le World Trade Center à New-York, a été dynamité. Cet événement inaugurerait un processus d'élimination de cet urbanisme, qui s'est poursuivi en France jusqu'aux démolitions massives dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine prescrit par la loi Borloo. Paraphrasant Peter Blake, peut-être aujourd'hui pourrait-on dire que le Projet urbain s'est effondré à Bergame, Lombardie, (au cœur de la région la plus touristique d'Europe) le 8 mars 2020, date du confinement.

Quel cheminement les idées urbanistiques ont-elles suivi pour en arriver là ? Lors du règne, durant la génération des Trente glorieuses (1945-75), d'une économie de la production de masse standardisée pour une consommation de masse (Taylорfordisme) placée sous l'égide d'un Etat interventionniste et planificateur (keynésianisme), l'urbanisme et l'architecture fonctionnalistes ont été triomphants. Mais ils sont aussi sortis discrédités de cette période. Leurs fondements modernistes (tabula rasa), quantitativistes, industrialistes, leur vision isomorphique du territoire devant être homogènement équipé, ont été rejetés. La crise du pétrole, la baisse du taux de croissance, le chômage endémique et la perte des emplois industriels ont entraîné la dévalorisation radicale des grands ensembles HLM, chefs d'œuvre du fonctionnalisme. La période qui suivit ne prit plus pour modèle l'ouvrier de la grande industrie, avec les besoins élémentaires de sa vie professionnelle et familiale. Au paradigme ouvrieriste des Trente glorieuses a succédé le paradigme cadriste (il s'agit du cadre jeune et dynamique des entreprises tertiaires convoitées par les métropoles, qui sert de calibre pour programmer et projeter les aménagements urbains).

Il faut dire qu'à partir des années 1980-90, un nouveau progressisme avait trouvé dans la grande ville la figure d'incarnation de ses idéaux sociaux et culturels. Les métropoles constituaient ainsi le terreau où se cultivent les innovations porteuses de la nouvelle révolution industrielle, celle de « l'économie de l'intelligence ». Ainsi, durant la période 1990-2020, il régna une idéologie urbaphile faisant de la ville, grande mais compacte et dense, selon le modèle de La Ville Européenne (en opposition à la ville étale et diffuse américaine), la solution à tous les maux de la société et de la terre. Avec la métropolisation, les territoires (à écrire au pluriel, contrairement aux années gaullistes) renouvellent la démocratie sur une base post-nationale, l'économie se régénère selon un modèle post-industriel, les espaces bâtis et non bâtis se reconfigurent selon une morphologie post-moderne, les liens sociaux se retissent dans la mixité et la convivialité, l'environnement est sauvegardé grâce à la densité et aux modes collectifs ou doux de déplacement...

Il faut dire que depuis les années 1990, avec l'affaiblissement des grands récits, avec l'effacement en particulier de l'idéologie de l'avenir radieux d'une société sans classe, la pensée de gauche - celle qui affirme le plus de ferveur le désir d'un monde cheminant vers le progrès - avait essentiellement changé d'échelle géographique et historiographique sur laquelle indexer son projet.

La nouvelle pensée sociale et politique se revendiquant du progressisme se voulait à la fois égalitaire et moderne parce que prônant autant une égale distribution des richesses, de type social-démocrate, qu'une égale reconnaissance de toutes les individualités et minorités, de toutes les moeurs et cultures, conformément à l'idéologie multiculturaliste et libérale (au sens anglo-saxon du terme).

Pour le dire sans ambages, avec les années 1980-2020, le progressisme s'était détourné de l'internationalisme prolétarien antérieurement dominant pour se réinvestir dans un cosmopolitisme urbain. Ainsi, c'était la figure de la grande ville métissée, mixte socialement, ethniquement, fonctionnellement, haut-lieu du brassage de populations et d'idées, attractive économiquement mais aussi hyperactive et stimulante « psychiquement » (comme avait pu l'affirmer Georg Simmel) au point de constituer l'incubateur de « la classe créative » (Richard Florida), qui a fait figure de pôle et de creuset d'un avenir de progrès.

Les petits récits (par opposition aux grands récits téléologiques du modernisme) vantant les mérites de l'urbanité (définie comme la plus forte diversité dans la plus grande densité d'où devait émerger la sérendipité) sont innombrables. Du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre remis au goût du jour (non sans quelques contresens au passage) aux plaidoyers en faveur de « l'urbanité » par le géographe Jacques Lévy, l'avenir à la fois possible et souhaitable semblait pouvoir se fabriquer *dans* la Ville (avec un V majuscule), c'est-à-dire la métropole, et *par* la Ville (la vraie, qui n'est ni banlieusarde ni périurbaine).

Si un tel discours s'enracinait « naturellement à gauche »¹, il était toutefois aussi porté par des adeptes du libéralisme : les métropoles concurrentielles, innovantes, sont devenues les îles d'« une économie en archipel » mondialisée (Pierre Veltz), les foyers de la production de valeurs qui, en étant redistribuées sur tout le territoire national, fait vivre ce dernier et le maintient sous perfusion (Laurent Davezies).

Bref, pour nombre de géographes, d'économistes, de politologues et d'urbanistes comme pour une large part du personnel politique post-moderne (c'est-à-dire celui qui entend

¹ La valorisation de la ville par la gauche n'a pas toujours existé car, de Rousseau, à Zola, Engels ou Illich, nombreux furent les contempteurs des effets délétères de la concentration de populations déracinées et les détracteurs de la révolution industrialo-urbaine, vecteur du capitalisme et de l'aliénation des travailleurs qui en découle

trouver la source principale de sa légitimité ni par un ancrage dans un terroir, selon un modèle agrarien, voire pétainiste, ni par sa seule connexion à la nation et à l'universalisme républicain), la ville était devenue synonyme des bienfaits de la démocratie contemporaine et des promesses de progrès - sociétaux au moins autant que matériels - futurs.

Pour le dire autrement : le « nouveau monde », dont le président Emmanuel Macron se présentait comme le champion, accompagné des députés issus de la société civile élus dans son sillage, a constitué l'apogée du paradigme métropolitain, c'est-à-dire d'un imaginaire de la mondialisation heureuse et d'une économie innovante trouvant dans les métropoles le creuset d'un ordre social ouvert et performant, à la fois compétitif et producteur des moyens de continuer à financer un Etat-providence affecté par plusieurs décennies de désindustrialisation. Ainsi de nombreux analystes ont noté que cette déstabilisation des anciens partis politiques avait été largement portée par l'électorat métropolitain.

Première estocade : le Gilets jaunes

Mais à peine dix-huit mois après l'élection d'Emmanuel Macron, « la France périphérique » (Christophe Guilluy) s'est rebellée. Les « gilets jaunes », c'est-à-dire « les gens de quelque part », ont contesté les représentations portées par « les gens de n'importe où » (David Goodhart), et les valeurs prônées par « les premiers de cordée » ont été ciblées par les ennemis populistes, égalitaristes ou conservateurs du libéralisme. Ainsi, ce n'est pas un hasard si les ronds-points du périurbain et du rural ont été les points nodaux de la contestation et si les manifestations plus ou moins émeutières du samedi ont visé particulièrement les centres villes des villes qui avaient le plus joué la carte de la métropolisation : Paris, Bordeaux, Nantes, notamment.

Il s'exprimait là une opposition, hétérogène et hétéroclite mais récurrente, à un ordre socio-territorial : celui prôné par le projet urbain, qui prend pour modèle la ville préindustrielle, avec son tissu urbain continu, ses trames viaires serrées. La morphologie sociale et spatiale valorisée alors est celle de la ville dense et animée, rendue attractive par la mise en valeur du patrimoine, par l'importance et la variété de ses offres culturelles, par « ses aménités et son urbanité ». En fait, c'était le projet social et politique du cosmopolitisme urbain, de l'hédonisme culturel et de l'excellence métropolitaine au service d'une économie ouverte sur le monde, qui a été contesté par ceux qui ne s'y reconnaissaient pas. Ce projet, qui s'apparentait beaucoup à une mise en tourisme des centres villes anciens, a été rejeté par ceux qui s'en sentaient d'emblée exclus, ou alors réduits au statut de soutiers de la métropolisation et de la mondialisation. Contrairement aux gentrificateurs, ils revendiquaient de ne pas entretenir un rapport abstrait, superficiel et « gustatif » aux lieux, aux quartiers branchés dans lesquels ils n'ont rien à y faire.

Seconde estocade : la pandémie

A cette première remise en question de la doctrine urbanistique en vigueur, a succédé un an plus tard une seconde attaque, tout aussi inattendue et beaucoup plus massive puisque planétaire. Celle de l'épidémie de la COVID-19.

En quelques semaines, les paradigmes de l'aménagisme, au sens le plus large du terme, ont été ébranlés. Au modèle de la densité urbaine et de l'attractivité touristique des territoires on a opposé l'imputation de l'intensité de la crise sanitaire aux urbanisations

les plus compactes, aux concentrations de population les plus fortes, aux flux de voyageurs internationaux les plus intenses dans les centres les plus attractifs et décisionnaires de notre monde globalisé et interconnecté.

Que d'articles écrits en quelques semaines sur le rejet de la ville, du désir de campagne et de province, sur l'exorbitant privilège de ceux qui peuvent se confiner dans une maison vaste avec jardin, de ceux qui peuvent télétravailler sans avoir à se déplacer !

De fait, cette seconde attaque affecte directement les mots d'ordre et les raisonnements des adeptes du projet urbain et de la ville durable. L'impératif de « distenciation sociale » prend à revers les convictions les mieux ancrées sur la centralité, le brassage et la convivialité auxquels l'urbanisme, dans sa logique même, se réfère. On peut même dire que depuis plus d'un quart de siècle, l'urbanisme est une idéologie du rapprochement, du partage de l'espace, du « vivre ensemble ». C'est aussi une idéologie promouvant un humanisme festif, où les citoyens-citoyens se déploient dans des espaces parfois patrimoniaux, parfois high-tech, mais toujours animés et centripètes pour aller à la rencontre des autres, pour éprouver « le plaisir qu'il y ait de l'autre » (comme a pu l'écrire R. Castro).

A quels saints de vouer, à quels desseins se consacrer ?

Que devient l'urbanisme quand ses paradigmes sont si fortement remis en question ? A quel modèle de ville se référer quand la morphologie de « la ville européenne », investie de valeurs esthétiques autant que morales semble perdre à la fois de sa désirabilité auprès de la population et de sa validité technique face aux périls sanitaires, qui affectent les grandes agglomérations et en révèlent la particulière vulnérabilité ?

Quelle socialité promouvoir quand il ne devient plus si facile de discourir crédiblement sur les liens sociaux, à la fois nombreux et éphémères, que susciterait un « espace public » vecteur de civilité et de citoyenneté, articulant la liberté de l'anonymat à la pluralité des échanges et à la variété des rencontres ? Quelle organisation urbaine et territoriale adopter quant la densité, qui semblait répondre aux préoccupations écologiques d'un monde « durable, résilient, efficient... », est suspectée d'être mortifère ? Comment continuer à vanter la ville compacte, parée de vertus environnementales car empêchant la consommation de terres agricoles et optimisant les transports en commun, quand une part considérable de la population qui en a les moyens songe à l'exode urbain ? Comment tenir sur le refus de l'étalement urbain, qui contrecarrait le souhait, jamais démenti, de plus de 80% des Français de vivre en maison individuelle isolée sur sa parcelle, si même les couches sociales les plus nanties et capables de supporter les prix de l'immobilier en centre ville, envisagent d'aller vivre ailleurs ? Comment continuer à fonder les politiques économiques locales si la notion d'attractivité métropolitaine qui sous-tendait les programmes immobiliers tertiaires, touristiques et culturels est remise en cause par une démondialisation et une contraction des déplacements internationaux ?

On le voit, le temps est à l'orage dans le ciel des idées urbanistique. Les principes de base, les références et les modèles jusqu'à aujourd'hui hégémoniques et opératoires sont ébranlés. Le sont-ils durablement ou la crise n'est-elle que transitoire, si bien que dans quelques mois dans le monde d'après tout pourrait repartir selon les motifs et les objectifs du monde d'avant ?

Philippe Genestier
Architecte-urbaniste en Chef de l'Etat
Enseignant à l'ENTPE,
Chercheur au laboratoire EVS, CNRS.